

BVGer F-3041/2020 vom 14. März 2022

Bundesverwaltungsgericht, 2022-03-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_F-3041_2020

FR: TAF F-3041/2020 du 14 mars 2022

IT: TAF F-3041/2020 del 14 marzo 2022

Regeste

Assistance administrative

Erwägungen

E. 6.1

A l'appui de son pourvoi, la recourante a en particulier fait valoir que les informations la concernant ne rempliraient pas la condition de la proportionnalité et de la pertinence vraisemblable, dès lors que « les codes de domicile ne constituent pas un faisceau d'indices suffisants légitimant une résidence fiscale en France ».

E. 6.2

En l'occurrence, dans l'ATF 146 II 150, le Tribunal fédéral a jugé d'une manière qui lie la Cour de céans (ci-avant consid. 1.4.3) que la demande litigieuse ne constituait pas une pêche aux renseignements prohibée et que les informations requises remplissaient la condition de la pertinence vraisemblable (cf. ATF 146 II 150 consid. 6). A cet effet, la Haute Cour a relevé que la demande du 11 mai 2016 - qui constitue une « demande collective » - répondait aux trois critères développés par la jurisprudence en lien avec les demandes groupées, applicables par analogie aux « demandes collectives », permettant d'exclure l'existence d'une fishing expedition (ci-avant consid. 2.5.2 pour l'énumération exhaustive de ces trois critères ; ATF 146 II 150 consid. 6.1.3 et 6.2). L'analyse de la Haute Cour s'est portée spécifiquement sur le critère principalement contesté - à savoir celui exigeant que la demande expose le droit fiscal applicable et les raisons permettant de supposer que les contribuables du groupe n'auraient pas rempli leurs obligations, et donc violé le droit fiscal. A cet égard, le Tribunal fédéral a retenu que l'ensemble des éléments ressortant de la demande du 11 mai 2016 était propre à fonder un soupçon suffisant de l'existence d'un comportement contraire au droit fiscal de la part des personnes se trouvant sur les listes B et C.

E. 6.3

Dès lors que la Cour de céans est tenue de se fonder sur les considérants de l'arrêt en cause et ne peut s'écarter de l'argumentation juridique du Tribunal fédéral, il y a lieu de conclure que les arguments invoqués par la recourante ne permettent pas de conclure que la demande litigieuse constituerait une fishing expedition et violerait le principe de la pertinence vraisemblable.

E. 6.4

En revanche, la question n'a pas été spécifiquement examinée, dans l'arrêt du Tribunal fédéral, de savoir si, compte tenu des éléments concernant l'absence de domicile en France tels qu'invoqués ici par la recourante, la pertinence vraisemblable aurait disparu en l'espèce.

A cet égard, la Cour de céans rappelle qu'en présence d'un conflit de résidence, la Suisse devrait en principe se contenter, en qualité d'Etat requis, de vérifier que le critère d'assujettissement invoqué par l'Etat requérant se trouve dans ceux prévus dans la norme conventionnelle applicable concernant la détermination du domicile ; elle n'a en effet ni les moyens matériels ni la compétence formelle de trancher un tel conflit lorsqu'elle reçoit une demande d'assistance (cf. supra consid. 3.9).

E. 6.5

En l'occurrence, il est relevé que le Tribunal de céans a déjà eu l'occasion de juger que les codes de domicile français figurant sur les listes B et C constituaient des critères d'assujettissement suffisants pour considérer que les personnes derrière ces listes étaient assujetties en France durant la période sous contrôle (cf. arrêt du TAF A-1562/2018 du 3 août 2020 consid. 4.2). Cet élément est de surcroît appuyé par l'arrêt du Tribunal fédéral qui a jugé dans l'ATF 146 II 150 - à tout le moins implicitement en considérant que la demande du 11 mai 2016 était admissible - que ces codes de domicile constituaient des critères d'assujettissement suffisants, et explicitement au considérant 6 que « les renseignements demandés remplissent la condition de la pertinence vraisemblable selon l'art. 28 par. 1 CDI CH-FR ». Dans ces circonstances et compte tenu du fait qu'il est incontestable que la recourante figure avec un code domicile français « 111 » dans la liste Excel annexée à la requête du 11 mai 2016, il y a lieu de retenir que le critère d'assujettissement invoqué par l'Etat requérant dans le cas d'espèce, à savoir celui du domicile, est apparemment plausible et la question de savoir s'il entre en concurrence avec un critère d'assujettissement de l'Etat tiers dans lequel la recourante fait valoir avoir été domiciliée fiscalement durant la période sous contrôle (cf. notamment les observations de la recourante du 2 novembre 2021) n'a pas à être examinée par le Tribunal.

E. 6.6

Au vu de ce qui précède, ce grief doit être écarté.

E. 7

Sur un autre plan, la recourante soutient, dans ses observations du 19 avril 2021, que le principe de spécialité ne serait pas respecté dans le cas d'espèce. A l'appui de ce grief, elle argue en substance qu'il existerait un fort risque que l'autorité requérante utilise - en violation du principe précité - les informations reçues par le biais de la présente procédure d'assistance administrative à d'autres fins que fiscales, spécialement dans le cadre de la procédure pénale menée contre la banque X._____ en France.

E. 7.1

Pour autant qu'il puisse être entré en matière sur ce grief qui ne paraît concerner que les intérêts de la banque X._____, c'est-à-dire un tiers par rapport au recourant (voir à cet égard, ATF 139 II 404 consid. 11.1 et les réf. citées, mais également arrêt du TAF A-6854/2018 du 3 mars 2020 consid. 1.3.2 [confirmé par l'arrêt du TF 2C_252/2020 du 13 juillet 2020]), la Cour de céans retient ce qui suit : le Tribunal fédéral a jugé - d'une manière qui lie la Cour de céans - que l'autorité française avait fourni des garanties suffisantes concernant le principe de spécialité. Contrairement à ce qu'invoque la recourante, la Haute Cour a retenu qu'il n'existait aucun indice concret permettant de conclure que la France a l'intention de violer le principe de spécialité ou l'obligation de confidentialité prévus à l'art. 28 par. 2 CDI CH-FR. Ce faisant, le Tribunal fédéral s'est référé en particulier aux assurances fournies par l'autorité française en date du 11 juillet 2017 - à savoir la solution

amiable et la lettre de la DGFIP (cf. ATF 146 II 150 consid. 7 ; consid. D supra). De surcroît, le TAF relève qu'en date du 2 janvier 2020, l'autorité requérante a fait parvenir à l'AFC une nouvelle garantie certifiant qu'elle respecterait ses engagements tels que formulés dans les actes du 11 juillet 2017 précités (« aucune transmission des renseignements reçus de vos services n'aura lieu en faveur des autorités en charge de la procédure pénale pendante en France contre la banque X. _____, et [...] ces renseignements seront exclusivement utilisés contre les personnes visées par notre demande (y inclus des personnes tierces dans un contexte fiscal) », cf. Décision finale de l'AFC, ch. 8.2).

E. 7.2

Par surabondance de moyens, il est précisé que les personnes dont l'identité apparaîtrait dans la documentation bancaire sont protégées par le principe de spécialité qui veut que l'Etat requérant n'utilise les informations reçues de l'Etat requis qu'à l'égard des personnes et des agissements pour lesquels il les a demandées et elles lui ont été transmises (cf. art. 28 par. 2 CDI-FR ; arrêts du TF 2C_537/2019 du 13 juillet 2020 consid. 3.4, ATF 146 I 172 consid. 7.1.3 ; arrêt du TAF A-5522/2019 du 18 août 2020 consid. 3.4.3). Etant donné toutefois que les avis divergent tant au niveau international que national quant à la portée du principe précité et, en particulier, sur sa composante personnelle, il convient que l'AFC informe l'autorité requérante de l'étendue de la restriction d'utilisation lors de la transmission des informations requises (cf. arrêts du TF 2C_537/2019 précité consid. 3.7, 2C_545/2019 du 13 juillet 2020 consid. 4 ; arrêt du TAF A-5522/2019 précité consid. 3.4.3).

E. 8

La recourante fait également état d'une violation du principe de la bonne foi, arguant en particulier que l'octroi de l'assistance administrative conduirait à une utilisation illégale des numéros de compte épargne transmis par l'AFC en vertu de l'accord bilatéral sur la fiscalité de l'épargne.

E. 8.1

La recourante a ainsi argué que l'Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts [AFisE, RS 0.641.926.81 ; nouveau titre depuis le 1er janvier 2017 : Accord entre la Confédération suisse et l'Union européenne sur l'échange automatique d'informations relatives aux comptes financiers en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales au niveau international [RO 5003, 5005]) prévoyait que les revenus de l'épargne réalisés en Suisse par des contribuables domiciliés en France étaient frappés d'une retenue fiscale de 35% depuis juillet 2011 mais qu'en contrepartie, le secret bancaire était préservé et évitait l'échange automatique d'informations.

E. 8.2

Cet argument ne saurait cependant être suivi. En effet, les prélèvements qui ont pu être effectués en vertu de l'accord précité avaient pour but de sécuriser une imposition, à l'instar de l'impôt anticipé en Suisse. Ce prélèvement était ensuite partiellement reversé à l'Etat de résidence. Il ne constitue pas une base de double imposition dès lors que le prélèvement peut être pris en compte lors du calcul de l'impôt dû dans l'Etat de résidence. Il appartiendra dès lors à la recourante de faire valoir ses griefs relatifs à un éventuel risque de double

imposition, respectivement de solliciter la prise en compte du prélèvement selon l'AFiSE, devant les autorités compétentes françaises (dans le même sens, cf. les arrêts du TAF F-3036/2020 consid. 7.7.2 et F-5670/2020 du 13 décembre 2021 consid. 8.2).

E. 8.3

Dans la mesure où le grief doit être rejeté, il n'est pas nécessaire de trancher de manière définitive la question de sa recevabilité soulevée par l'autorité inférieure. Il sied tout au plus de noter que dans la procédure de recours devant le Tribunal de céans, l'invocation de nouveaux arguments juridiques au moment du dépôt du recours, voire dans les autres écritures déposées ultérieurement, est en principe possible (cf. notamment Moser/Beusch/Kneubühler, op. cit., ch. 2.197ss et Kölz/Hähler/Bertschi, *Verwaltungsverfahren und Verwaltungsrechtspflege des Bundes*, 3e édition 2013, ch. 1018 ss).

E. 9

La recourante a enfin requis la suspension de la présente procédure jusqu'à « droit jugé par le Tribunal administratif fédéral du recours de la banque X._____ du mois de mars 2020 » (cf. le mémoire de recours du 11 juin 2020 p. 3), respectivement jusqu'à « droit jugé en France s'agissant des questions prioritaires de constitutionnalité déposée dans la procédure pénale menée contre la banque X._____ » (cf. les observations du 19 avril 2021).

E. 9.1

Le Tribunal administratif fédéral peut, d'office ou sur requête, suspendre une procédure, pour autant que cela soit compatible avec l'obligation de diligence de l'art. 29 al. 1 Cst. (cf. arrêt TAF A-3045/2020 du 29 mars 2021 consid. 6). Ainsi, une suspension de la procédure entre notamment en ligne de compte lorsque les circonstances du cas impliquent qu'une décision immédiate ne se justifie pas sous l'angle de l'économie de la procédure (Moser/BEUSCH/ KNEUBÜHLER, op. cit., ch. 3.14), en particulier si le sort d'un autre litige est susceptible d'influer sur l'issue de la cause (Moser/BEUSCH/ KNEUBÜHLER, op. cit., ch. 3.15).

E. 9.2

Selon la jurisprudence du TF, une procédure peut être certes suspendue pour des motifs d'opportunité, mais elle ne doit être admise qu'exceptionnellement, notamment lorsqu'il se justifie d'attendre la décision d'une autre autorité (cf. ATF 138 II 386 consid. 7, 130 V 90 consid 5, voir également l'arrêt TAF A-837/2019 du 10 juillet 2019 consid. 3.1). Une suspension de procédure comporte toutefois le risque de retarder inutilement celle-ci et ne doit être admise qu'avec une retenue certaine, eu égard à l'exigence du principe de célérité (art. 29 Cst. et art. 4 al. 2 LAAF). Compte tenu de la diligence qui doit prévaloir en matière d'assistance administrative internationale en matière fiscale, seule des circonstances exceptionnelles justifient ainsi la suspension d'une procédure en cours en ce domaine (cf. les arrêts du TF 2C_801/2020 du 7 octobre 2020 consid. 4 et 2C_804/2019 du 21 avril 2020 consid 3.4). En l'espèce, le dépôt d'un recours devant le Tribunal de céans par la banque X._____ dans une autre procédure à laquelle la recourante n'est pas partie et dont il n'est pas démontré que l'issue pourrait avoir un impact sur la présente procédure de recours, ne suffit en aucun cas à conclure à l'existence de telles circonstances exceptionnelles. Pour le surplus, la procédure en question est désormais terminée et le TF a d'ailleurs déclaré irrecevable le recours formé contre l'arrêt rendu le 6 juillet 2020 par le Tribunal de céans dans l'affaire A-1510/2020. S'agissant de la procédure pendante devant les autorités françaises, il sied tout au plus de noter qu'il ressort d'informations publiques que la Cour

d'appel de Paris a refusé, le 18 juin 2021, de transmettre au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) déposée par la défense de la banque suisse X._____ en mars à l'issue de son procès en appel et qu'avec le rejet de cette QPC, le dossier peut suivre son cours sans changement (cf. l'arrêt du TAF F-3036/2020 consid. 6.3.3 et les sources citées).

E. 9.3

La requête tendant à la suspension de la présente procédure de recours est en conséquence rejetée.

E. 10.1

Vu les considérants qui précèdent, le recours est rejeté. La recourante doit supporter les frais de procédure, lesquels se montent, compte tenu de la charge de travail liée à la procédure, à Fr. 5'000.- (cf. l'art. 63 al. 1 PA et art. 4 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le TAF [FITAF, RS 173.320.2]). Ils seront prélevés sur l'avance de frais déjà versée d'un même montant.

E. 10.2

Vu l'issue de la cause, il n'est pas alloué de dépens (art. 64 al. 1 PA et art. 7 al. 1 FITAF a contrario).

E. 11

La présente décision rendue dans le domaine de l'assistance administrative internationale en matière fiscale peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public auprès du Tribunal fédéral (art. 83 let. h LTF). Le délai de recours est de dix jours (art. 100 al. 2 let. b LTF). Le recours n'est recevable que lorsqu'une question juridique de principe se pose ou qu'il s'agit pour d'autres motifs d'un cas particulièrement important au sens de l'art. 84 al. 2 LTF (art. 84a LTF). Le Tribunal fédéral est seul habilité à décider du respect de ces conditions. (Le dispositif de l'arrêt se trouve à la page suivante.)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.